

0



CONCOURS : Inspection du Trésor

ÉPREUVE : n°3

OPTION : Economie

DATE : 10.6.10.7.10.6

RÉSERVÉ  
AU CORRECTEUR

Code correcteur

Numéro de copie

118

NOTE SUR 20

12,50

## Economie

### I<sup>er</sup> sujet

Le Pacte de stabilité et de croissance signé par les pays de la zone euro visait à stabiliser le mixage des prix à la consommation et à promouvoir la croissance économique. Néanmoins, de nombreux économistes dont font partie P. Pétrossi ou Daniel Cohen ont mis en garde contre la tentation de privilégier la lutte contre l'inflation au combat pour la croissance. Ainsi, la banque centrale européenne (BCE) paraît être tentée, cela est évident, de privilégier une politique monétaire restrictive qui encourageait la lutte contre l'inflation mais ne paraît pas de renouer avec une croissance économique forte.

En France, le désir de monsieur Dominique de Villepin de privilégier le retour de la croissance semble ne pas faire de doute. Ainsi, la volonté affichée d'accomplir des réformes structurelles en cinq ans s'est concrétisée par un plan de lutte contre le chômage pour redonner aux citoyens les moyens de se réinsérer et produire et consommer. Cependant, la faute déniée, au moment actuel, d'actes depuis sa nomination au poste de Premier ministre ne permet pas encore d'avoir le recul suffisant pour apprécier les retombées pratiques. Seules des considérations théoriques peuvent être effectuées.

Plus que les politiques économiques menées, c'est donc surtout les orientations de politiques menées en Europe dans la zone euro qui vont déterminer le retour ou non de la croissance. Le plan de monsieur Dominique de Villepin est incomplètement appliqué. La nouvelle chancelière d'Allemagne, madame Angela Merkel, n'a pas encore eu la possibilité et le temps de réaliser

des réformes.

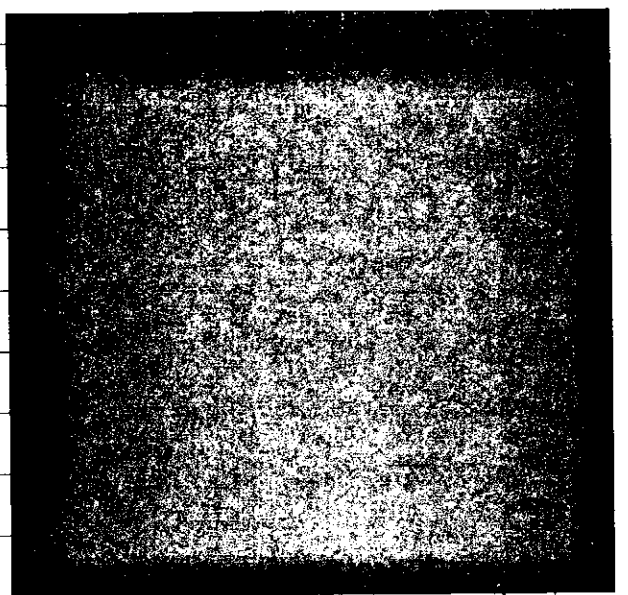
Une analyse de l'impact des politiques économiques au sein de la zone euro laisse donc la place à l'interprétation des relations des dirigeants européens. C'est ces relations qui vont permettre de déterminer leur politique économique future, donc de déterminer leur capacité à réaliser une croissance économique forte.

- Un gouvernement ne peut (en premier lieu) que décider d'arrêter la croissance économique. Ainsi, par tout programme, il y a forcément des mesures visant à ralentir la croissance économique des années passées. (En second lieu) la bonne relation ne suffit normalement pas toujours. Le programme oblige parfois à envisager des concessions, à savoir que la croissance, désirée, ne soit cependant pas une priorité.

Le plan dit "des cent jours" réalisé par monsieur Dominique de Villepin durant l'été 2005 ne peut que montrer la volonté des gouvernements de lutter contre le chômage et pour la croissance. Ainsi, alors que la majorité dont il est issu est dite "de droite", ce gouvernement a voulu montrer qu'il était décidé de recentrer la politique budgétaire sur la question du chômage et de la croissance. Pourtant, les impératifs des conditions de convergence du Pacte de stabilité et de croissance économique obligeaient à maintenir le déficit budgétaire annuel en deça des 3% du PIB. C'est donc en déclinant de cette priorité que se fait le plan d'aide aux chômeurs et de baisse des cotisations sociales.

À l'étranger, la situation n'est pas si différente. Le plan de rigueur

budgetaire de madame Angela Merkel  
a dû être modifié par la nécessité de  
comparer avec le SPD. Il est plus  
difficile que dans le cas français de  
déterminer quelle sera l'orientation à  
court terme de la politique économique.  
En effet, la rivalité du gouvernement  
et les tensions qui peuvent provenir de  
élections en cas de rigueur et peuvent  
que moduler les relations réformatrices.



Il est toutefois probable que le régime l'expose, Madame Angela Merkel étant  
chancelière, la majorité parlementaire CDU-CSU. Monsieur Gerhard Schröder lui-même  
avait d'ailleurs récemment exigé des mesures plus contraignantes pour  
les chômeurs et une réforme des retraites.

Sur le plan théorique, l'analyse peut se décomposer en deux temps.

En premier lieu, le retard des chômeurs à l'emploi par le biais d'un plan  
d'aide se peut être que favorable à la croissance. En effet, les chômeurs reprenant  
une activité productive et retirant les moyens de consommation à leur tour.  
Les bénéfices de cette situation retombent sur le budget de l'État (IVA,  
impôt sur le revenu, etc.) mais aussi sur les autres entreprises. Les  
chômeurs consommant, les entreprises produisant les biens nécessaires améliorant  
leurs résultats et pouvant aussi embaucher à leur tour. C'est le cercle  
vertueux de la croissance économique décrit par l'économiste Keynes.

En second lieu, la logique libérale d'un plan de rigueur  
comme celui mené par monsieur Gerhard Schröder (ou probablement celui  
proposé de madame Angela Merkel) peut lui aussi permettre de renouer  
avec la croissance. La suppression de l'aide aux chômeurs après  
trois emplois proposés par personnes formées dans une logique libérale, un  
mélange travail/chômage en faveur du laissez-faire que serait l'absence de travail.  
L'application stricte des principes déjà édictés par monsieur Gerhard Schröder  
aurait par conséquent l'obligation pour les chômeurs de trouver un emploi quelqu'il  
soit. L'application du principe de désengagement dans les Länder en situation  
emplois aurait déjà permis de lutter contre le chômage, au détriment des droits de

chacun (thèse du "jet search")

En retrouvant un emploi, le chômage participe cependant à la production et à la croissance économique, suivant les raisonnements précédents.

En dépit de volentés de rompre avec la croissance économique important des chemins différents, l'orientation des politiques économiques dans la zone euro doit être l'objet de négociations. Connaissant les leçons du passé, les dirigeants prennent en compte différents facteurs. Une politique, actuellement, a toujours une orientation double.

(Sur le plan interne, la maîtrise du déficit budgétaire est difficile. Des mesures comme l'allègement des charges sociales ou la diminution des impôts se heurtent à l'obligation de préserver le budget. Une dérive du déficit budgétaire serait catégoriquement à l'encontre de l'État. En outre, il existe un risque bien réel d'inflation. Si l'arme budgétaire peut permettre de relever le taux de croissance, son inconvénient est la charge d'intérêt et la hausse de la demande qui provoque une tension sur les prix. L'obligation grecque de limiter son déficit budgétaire annuel provient de là.

(Sur le plan européen, cette même Grèce n'avait obtenu le droit de participer à l'euro qu'avec retard à cause de critères de convergence non respectés. En dépit de sa bonne volonté, la Grèce devait obtenir des résultats conformes au Pacte de Stabilité et de croissance. Aujourd'hui encore, les politiques menées sont orientées quelquefois en fonction de ce pacte. La procédure en déficit excessif à l'encontre du Portugal, de la France et de l'Allemagne nous a déjà vu deux ans obligés ces pays à modifier leur orientation. Le rappel à l'ordre fait toujours partie des pensées des gouvernements. Il les oblige à limiter leurs dépenses d'intervention dans l'économie.

Les orientations des politiques économiques sont toujours doubles : une lutte exclusivement pour la croissance et contre le chômage serait dangereuse. Le budget de l'Etat serait déséquilibré et ceci aurait des répercussions sur le concert Européen.

Rattachement à ce qui est parfois dit, tout dirigeant a intérêt à favoriser la croissance. Sur les plans économiques et politiques chacun y gagne. Néanmoins, la tâche est difficile et demande la compréhension totale d'un univers économique extrêmement complexe.

2<sup>ème</sup> sujet

1)  
Propension moyenne à consommer : elle correspond <sup>à la part</sup> au ~~pourcentage~~ du revenu disponible qui est utilisé à la consommation : 
$$\frac{\text{Consommation}}{\text{Revenu disponible}}$$

Propension marginale à consommer : Elle est la <sup>part</sup> ~~pourcentage~~ du revenu disponible supplémentaire qui est utilisé à la consommation : ~~Revenu supplémentaire~~

$$\left( \frac{\text{consommation supplémentaire}}{\text{revenu supplémentaire}} \right) = \frac{\text{consommation de l'année} - \text{consommation de l'année précédente}}{\text{revenu de l'année} - \text{revenu de l'année précédente}}$$

Propension moyenne à épargner : elle est la <sup>part</sup> ~~pourcentage~~ du revenu disponible ~~épargné~~  $\left( 1 - \frac{\text{consommation}}{\text{Revenu Disponible}} \right)$

Propension marginale à épargner : elle est la part du revenu disponible supplémentaire qui est épargnée :  $\left( 1 - \text{propension marginale à consommer} \right)$

2)

année	proportion moyenne à consommer	(2)	(3)	(4)
<del>1995</del>	<del>≈ 0,84</del>			
1996	≈ 0,8373	≈ 0,7465	0,1627	0,2535
1997	≈ 0,8377	≈ 0,9167	0,1623	0,0933
1998	≈ 0,8557	≈ 1,8837	0,1443	-0,8837
1999	≈ 0,8608	≈ 2,7143	0,1392	-1,7143
2000	≈ 0,853	≈ 0,5927	0,147	0,4079
2001	≈ 0,8548	0,975	0,1452	0,025
2002	≈ 0,8690	≈ 1,9306	0,1310	-0,9306
2003	≈ 0,8641	≈ 0,4138	0,1359	0,5862
2004	≈ 0,8706	≈ 1,1754	0,1294	-0,1754
2005	≈ 0,8591	≈ 0,2642	0,1409	0,7358

(2) = proportion marginale à consommer

(3) = proportion moyenne à épargner (enrichissement)

(4) = proportion marginale à épargner (enrichissement)

Les chiffres sont calculés en terme de parts

En pourcentage, les chiffres indiqués sont multipliés par 100.

3) Le taux de croissance en volume de la consommation correspond au taux d'accroissement de la consommation quitte compte de l'inflation.

soit: 
$$\left( \frac{\text{Consommation de l'année en valeur}}{(1 + \frac{\text{taux d'inflation de l'année}}{100})} - \frac{\text{Consommation de l'année précédente en valeur}}{1} \right)$$

Le taux d'inflation est celui exprimé en pourcentage.

Le résultat est à multiplier par 100 pour obtenir le taux en pourcentage.

4) 
$$\frac{239,5}{232,8} \times (1 + 0,012) - 1 \approx 0,01658$$

En pourcentage il est de 1,66% environ.